L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 19 JUIN 1868. Entre les rues Bienville et Conti.

DUPUOY & LEBRUN,
Successeurs à Dupuy - Serrurier.

PRIX DE L'ABONNEMENT:
ENTIER CONTRACTUEL
Par an, 24$; par semestre, 12$; par trimestre, 6$
Prix d'un exemplaire détaché, 10 cts.
DUPUOY ET DEPOSSAILLE
Pour un an, 12$; par semestre, 6$.
Par an, 6$; par semestre, 3$.
TARIF D'ANNONCES.

Les annonces insérées pendant tout le cours de cette feuille paraissent 1$ par 10 cents pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour toute insertion subséquente.
Les annonces insérées dans la page éditoriale paraissent 2$ par 10 cents pour chaque insertion.
Les annonces publiées exceptionnellement paraissent comme nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces de deuil, dans la page éditoriale, paraissent à 20 cents ouverture.
Les paiements doivent régulièrement et souvent être exigés par les entrepreneurs indiqués ci-dessus pour les annonces, autrement, ils ne pourront être responsables de ces annonces.
Toutes les annonces doivent être remises avant 10 heures du soir pour paraître le lendemain matin.
Toutes les réclames d'annonces d'affaires paraissent 20 cents toute la ligne pour chaque insertion.
Toute réclame insérée dans la page éditoriale coûte 50 cents la ligne.
Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.
Sauf exception des personnes ayant régulièrement de un an compte ouvert sur l'Abeille à la fin de chaque mois

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 18 JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shérif, à son entrepôt No 12 rue Jefferson, meubles, fauteuils, lustres, pots, cuir, graines et bouteilles.

Par C. Claude, commissaire spécial, à midi, au No 85 rue Bienville, entre Royale et Bourbon—le contenu d'un café et un billard à blocage.

Par Winston & Co, à 10 heures, à leur salle d'encan, rue du Chartres—marchandises sèches, comprenant 300 balles et lots, assortiment choisi; savon, marchandises sèches de fantaisie.

Par M. Regar & Co, à leurs salles d'encan, rue de la Victoire—Une grande assortiment de 300 caisses bottes, souliers et brodequins, 100 lots linge fait de calicot, 100 doux chapeaux.

Par Montgomery Free & Co, à leur salle d'encan, rue de Camp—un assortiment général de meubles et d'ustensiles de cuisine. Et aux écuries de P. Liner, rue Gravier, auprès Bayou—chevaux appareillés, chevaux de monture et mulets, voitures légères, waggons et harnais.

Par Hoffman, Marks & Co, au No 33 de la rue de Chartres—habillements de messieurs et de jeunes gens, malles, valises, etc—sans réserve.

Par Ir. L. Mahon & Co, au No 21 de la rue de Chartres—habillements de messieurs et de jeunes gens, malles, valises, etc—sans réserve.

Par D. S. Hopkins, au Nord de la rue Poydras—jambons, beurre, saindoux, fromages.

☞ Achetez vos encadrements et encaustats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levee.

ATTENTION!

☞ Le shérif procédera, aujourd'hui à 10 heures A. M., à la vente No. 6 rue d'Orléans, Deuxième District, à l'adjudication d'articles tels que mobilier, encre, café, fusées, porc, graines, cornalbanca, &c.

VARIETES.

Les annonces insérées pendant tout le cours de cette feuille paraissent 1$ par 10 cents pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour toute insertion subséquente.
Les annonces insérées dans la page éditoriale paraissent 2$ par 10 cents pour chaque insertion.
Les annonces publiées exceptionnellement paraissent comme nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces de deuil, dans la page éditoriale, paraissent à 20 cents ouverture.
Les paiements doivent régulièrement et souvent être exigés par les entrepreneurs indiqués ci-dessus pour les annonces, autrement, ils ne pourront être responsables de ces annonces.
Toutes les réclames d'annonces d'affaires paraissent 20 cents toute la ligne pour chaque insertion.
Toute réclame insérée dans la page éditoriale coûte 50 cents la ligne.
Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.
Sauf exception des personnes ayant régulièrement de un an compte ouvert sur l'Abeille à la fin de chaque mois

Armes à deux Tranchants.

Quand les partis en arrivent aux moyens extra-légaux pour assurer leur prépondérance, il est rare qu'ils ne soient pas des armes à deux tranchants qui seront ensuite employées contre eux par leurs adversaires. Le tribunal révolutionnaire qui condamna Louis XVI fit monter ensuite sur le même échafaud les girondins, puis les montagnards. Le suffrage universel mangea en France par les républicains de 1848 avoyés en 1849, par Napoléon, une assemblée législative complétement réactionnaire, et, depuis cette époque, c'est à ce même suffrage universel que le parti conservateur a dû sa force.

Les radicaux des *Etats-Unis* ont substitué l'arbitraire au jeu régulier des institutions, et, pour se perpétuer au pouvoir, ils n'ont rien trouvé de mieux à faire que d'assumer pour le Congrès, où ils se trouvaient en majorité, une véritable dictature. Omnipotence du Congrès et enfreinte des nègres, pour les Etats du Sud, tels sont les moyens principaux qu'ils ont mis en œuvre, et sur lesquels ils comptent pour maintenir leur suprématie dans le gouvernement. Rien n'est moins sûr, cependant, car ces deux moyens pourront, dans un avenir assez rapproché, être retournés contre eux.

Le Sud n'est nullement disposé à accepter le suffrage universel des affranchis, parce qu'il ne reconnaît pas au Congrès le droit de le lui imposer, et parce qu'il voit que cette universalité n'aura pour effet que d'accroître l'incohérence, lorsqu'elle sera appliquée à d'anciens esclaves qu'elle n'en a pour les blancs; mais il est bien clair que les blancs, forcés de subir un pareil état de choses, chercheront à combattre l'influence radicale auprès des noirs et qu'ils finiront par y réussir avant qu'il soit long temps. A l'inverse de Saturne qui dévorait ses enfants, le suffrage universel dévorera son créateur, le parti radical. En s'aidant le Nord qui lui était inféodé, ce parti s'aveugle sur le danger de s'allié d'un jour qui l'abandonnera à la première occasion. Les radicaux savent, en réalité, lâcher la proie pour l'ombre.

Leur majorité dans le Congrès battue consciemment en brèche par les électeurs du Nord qui tendent à devenir de plus en plus démocratiques, ne trouvera donc dans le Sud africanisé qu'un appui momentané et insuffisant. La Chambre sera la première démocratisée et le Sénat échappera infailliblement aux radicaux dans quatre ans d'ici. Toutes les précautions qu'ont prises et que prennent encore les radicaux n'empêcheront pas ce résultat qui est inévitable. Mais dès que la majorité congressionnelle aura passé aux mains des démocrates, ceux-ci seront alors tentés d'employer, pour achever la défaite de leurs rivaux, le système d'arbitraire créé par ces derniers.

Les précédents ne manqueront pas aux successeurs s'il entre dans les nécessités de leur politique d'anéantir les pouvoirs d'un président radical, de modifier la composition d'une Cour Suprême hostile, ou même de prononcer des destitutions démocratiques dans un des Etats mal disposés à leur égard. Ceux qui ont porté atteinte aux prérogatives du Président et aux droits des Etats seront alors les premiers à défendre ces prérogatives et à invoquer des droits. Mais peut-être sera-t-il trop tard pour le faire utilement, car les partis ont rarement la sagesse de s'en tenir aux fruits légitimes de leur victoire et ils se laissent trop souvent entraîner à imiter les abus dont un autre parti leur a donné l'exemple.

Assez avons-nous peine à comprendre l'improvoyance de ceux qui demandent que la présidence soit amoindrie et subordonnée complétement au pouvoir législatif. Nous parlons de ceux qui sont de bonne foi et non de ceux qui n'ont d'autre souci que leur intérêt du moment. Notre conviction bien profonde est que d'ici à quelques années les conservateurs auront une majorité indubitable au Congrès. Mais nos préférences pour ce parti ne nous aveuglent pas au point de désirer des modifications qui laisseraient le Congrès armé d'un pouvoir absolu, sans contrôle de la part du pouvoir Exécutif ni du pouvoir judiciaire.

La pondération des pouvoirs établis par les fondateurs de cette république, nous paraît être un des plus rares symboles gouvernementaux qui aient jamais été établis, et, loin d'admettre la nécessité d'un changement résultant des circonstances présentes, nous croyons, au contraire, que ces circonstances sont telles qu'il faut revenir à la stricte observation de ce système, sous peine de voir péricliter les institutions républicaines. La concentration des pouvoirs dans un Corps législatif conduit rapidement à une dictature oligarchique, et celle-ci absorbe facilement au gouvernement d'un seul. C'est ce que nous enseigne l'histoire de tous les pays et de tous les temps. Le contraire ne serait ce un mal pour ce pays que d'être soumis au gouvernement d'un seul? C'est là une question que nous n'entreprendrons pas de discuter ici, bien qu'elle mérite d'être approfondie, mais il peut être utile de la poser à ceux qui, tout en professant le plus ardent amour pour les institutions républicaines, suivent à vaugléement, comme par une espèce de parti pris, tous les errements du parti radical sans apercevoir le but où ces errements doivent nécessairement aboutir.

CHANGEMENT D'HEURE DANS LES DÉPARTS POUR MANDEVILLE. — On verra dans une annonce publiée aujourd'hui que le steamer *Camelia*, devenu si populaire sur le *Lac*, part tous les jours pour Mandeville, Lewisberg et Madisonville, à l'arrivée du train de Pontchartrain de 2 heures de l'après-midi, et non à l'arrivée du train de midi. Le samedi, il partira à l'arrivée du train de 4 heures, comme précédemment.

Une correspondance de Mexico adressée à un journal radical se termine ainsi :

Les affaires sont déplorables, les faillites nombreuses et le sentiment public absente; mais on espère qu'avec la session des travaux du Congrès, la situation s'améliorera.

On pourrait appliquer justement la même phrase aux travaux du Congrès des Etats-Unis.

— M. Henry Faulkner, des capitaines Normand, Gubbins, Clesment et M. Perren sont sur le point de partir pour une exploration botanique dans les parages inconnus de l'Afrique. Ils se rendront d'abord sur le lac Nyanza.

Le départ de Londres doit s'effectuer le 9 juin.

Les explorateurs emportent avec eux un léger esquif, dans lequel ils comptent faire le tour du lac Nyanza.

LA CONFÉRENCE MONÉTAIRE.—Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* :

Au mois de juin dernier, pendant l'exposition universelle, fut convoquée la conférence monétaire internationale à Clermont à Paris sous la présidence du ministre des Affaires Etrangères de France. Les Etats-Unis étaient représentés par M. Samuel B. Ruggles, qui a, depuis, transmis son rapport au Congrès par Plenipotentiaire du secrétaire d'Etat. Ce rapport constate à l'adoption par toutes les nations, sauf les Etats-Unis compris, d'un système monétaire uniforme, ayant pour unité la pièce d'or française de cinq francs. Un projet de loi est en ce moment soumis aux délibérations du Sénat à l'appui des conclusions de M. Ruggles, développées par M. Sherman, membre du comité des Finances. On sait déjà que le Sénat a ajourné les débats sur cette importante question à la prochaine session, pour qu'une décision puisse être prise en pleine connaissance de cause. En attendant, le député Morgan a rédigé et communiqué au Sénat un contre-rapport exprimant les idées de la minorité, en opposant à l'adoption projetée ledit fini de toute décision, en soutenant jusqu'à ce que le plan proposé ait été adopté par les puissances européennes, et que les diverses nations de continents américain aient fait connaître leur intention d'y adhérer dans un avenir plus ou moins éloigné.

" Ces idées autres considérations à part, dit M. Morgan en forme de conclusion, ne peut être jusqu'à ce que les principales nations représentées à la conférence de Paris aient adopté un plan d'unification, la Commission dont je fais partie tenir de toute décision; car une législation anticipée, tous en troublant les rapports entre le débiteur et le créancier, ne pourrait accomplir aucun résultat pratique. Le Mexique ne montrera pas de partialité pour le système français, et l'on ne peut pas s'attendre à ce que le Canada l'accepte avant son adoption par l'Angleterre. L'unification, pour être désirable, doit être universelle. A moins que ses avantages ne soient pleinement appréciés par les peuples commerçants de l'Europe, occupant des territoire contigus, et qui ont entre eux des communications constantes, elle ne peut pas être d'un intérêt présent pour nous, pour qui le changement ne doit être que d'une utilité relative."

PROJET DE DÉSARMEMENT.—On lit dans la *Patrie* :

Un journal de Vienne a donné la nouvelle d'un projet de désarmement pacifique conçu par le gouvernement britannique, et auquel se seraient associées les grandes puissances.

La *Correspondance générale de Vienne*, dit à l'existence d'une communication quelconque à ce sujet. Le gouvernement anglais n'a fait à Vienne des ouvertures de cette nature, ni directement ni indirectement, et aucune démarche de ce genre n'a été faite auprès de lui par aucune autre puissance.

A cette occasion, Mgr Lavigerie a adressé à S. Exc. le maréchal Randon une lettre que nous insérons ci-après avec la réponse du ministre :

" Paris, le 22 mai 1868.

" Monsieur le maréchal, veuillez me permettre d'exprimer à Votre Excellence la surprise profonde avec laquelle j'ai lu sa lettre de ce mai à M. le maréchal de MacMahon.

" Votre Excellence semble me présenter, en effet, dans cette dépêche, comme ayant demandé à la suppression de la traite de conscience pour les musulmans de l'Algérie.

" Ma vie tout entière, mon caractère d'évêque, proclameraient d'avance, monsieur le maréchal, contre une semblable interprétation de mes actes et de mes paroles.

" Non, monsieur le ministre, mille fois non, à aucun degré, je ne veux la traite à la force, ni de la contrainte, ni de la séduction pour amener les âmes à une foi dont la première condition est d'être libre.

" Et ce que je dis ici, monsieur le ministre, je le pratique précisément depuis près d'une année auprès de nos pauvres Arabes.

" Aucun de leurs enfants j'ai fourni des aliments, des vêtements, des secours de toute espèce, n'a entendu de moi ou de ceux qui me représentaient une seule parole qui ressemblât de contrainte, ni à la foi de leurs pères. Attachés où la conscience du pauvre s'achète par un morceau de pain.

" Aucune des femmes veuves recueillies par moi n'a été baptisée, quoique plusieurs l'aient demandé déjà, et cela parce que je craignais que leur démarche ne parût intéressée.

" Pas un seul des cent cinquante enfants actuellement vivants, dans mes trois orphelinats, n'a non plus reçu le baptême. " J'ai voulu, je veux, je désire que le plus grand nombre de ces enfants, l'héritage de la colonie, soient, à ce double point de vue, par la force des choses, le meilleur gage de la possibilité de nos fondations.

" En conséquence, vos établissements seront naturellement soumis, quant à leur autorisation préalable et aux conditions de leur existence, à tous les actes législatifs et qui régissent les institutions de même nature tant en France qu'en Algérie.

" Dans ces limites, monseigneur, vous pouvez compter sur le concours empressé du gouverneur général de l'Algérie comme sur celui du gouvernement de l'Empereur.

" Il ne me reste qu'à remercier votre lettre mais remercier Votre Grandeur de l'esprit de conciliation avec lequel elle a mis fin à un dissentiment regrettable à tous les points de vue et vraiment difficile à comprendre, car il n'était élevé entre un des hommes qui font le plus d'honneur à notre pays et un prélat qui, sous la préoccupation des seules bonnes œuvres, n'a manifesté qu'une orgueil : c'est qu'on ne lui laissât pas un champ assez vaste pour l'exercice de sa charité.

Agréez, monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

" *Le maréchal ministre de la guerre,*

" RIEL."

— La personne qui a été si gravement blessée aux courses de Chantilly, est M. Louis Uriberen, ancien ministre de la république de Venezuela, aujourd'hui chef d'une grande maison d'exportation.

Un Conflit réglé.

On lit dans le *Moniteur* :

Le *Moniteur de l'armée* a reproduit dans son numéro du 13 mai une dépêche du ministre de la guerre au gouverneur général, au sujet d'une lettre de Mgr l'archevêque d'Alger sur l'emploi des offrandes destinées aux Arabes nécessiteux.

A cette occasion, Mgr Lavigerie a adressé à S. Exc. le maréchal Randon une lettre que nous insérons ci-après avec la réponse du ministre :

" Paris, le 22 mai 1868.

" Monsieur le maréchal, veuillez me permettre d'exprimer à Votre Excellence la surprise profonde avec laquelle j'ai lu sa lettre de ce mai à M. le maréchal de MacMahon.

" Votre Excellence semble me présenter, en effet, dans cette dépêche, comme ayant demandé la suppression de la traite de conscience pour les musulmans de l'Algérie.

" Ma vie tout entière, mon caractère d'évêque, proclameraient d'avance, monsieur le maréchal, contre une semblable interprétation de mes actes et de mes paroles.

" Non, monsieur le ministre, mille fois non, à aucun degré, je ne veux la traite à la force, ni de la contrainte, ni de la séduction pour amener les âmes à une foi dont la première condition est d'être libre.

" Et ce que je dis ici, monsieur le ministre, je le pratique précisément depuis près d'une année auprès de nos pauvres Arabes.

" Aucun de leurs enfants j'ai fourni des aliments, des vêtements, des secours de toute espèce, n'a entendu de moi ou de ceux qui me représentaient une seule parole qui ressemblât de contrainte, ni à la foi de leurs pères. Attachés où la conscience du pauvre s'achète par un morceau de pain.

" Aucune des femmes veuves recueillies par moi n'a été baptisée, quoique plusieurs l'aient demandé déjà, et cela parce que je craignais que leur démarche ne parût intéressée.

" Pas un seul des cent cinquante enfants actuellement vivants, dans mes trois orphelinats, n'a non plus reçu le baptême. " J'ai voulu, je veux, je désire que le plus grand nombre de ces enfants, l'héritage de la colonie, soient, à ce double point de vue, par la force des choses, le meilleur gage de la possibilité de nos fondations.

" En conséquence, vos établissements seront naturellement soumis, quant à leur autorisation préalable et aux conditions de leur existence, à tous les actes législatifs et qui régissent les institutions de même nature tant en France qu'en Algérie.

" Dans ces limites, monseigneur, vous pouvez compter sur le concours empressé du gouverneur général de l'Algérie comme sur celui du gouvernement de l'Empereur.

" Il ne me reste qu'à remercier votre lettre mais remercier Votre Grandeur de l'esprit de conciliation avec lequel elle a mis fin à un dissentiment regrettable à tous les points de vue et vraiment difficile à comprendre, car il n'était élevé entre un des hommes qui font le plus d'honneur à notre pays et un prélat qui, sous la préoccupation des seules bonnes œuvres, n'a manifesté qu'une orgueil : c'est qu'on ne lui laissât pas un champ assez vaste pour l'exercice de sa charité.

Agréez, monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

" *Le maréchal ministre de la guerre,*

" RIEL."

— La personne qui a été si gravement blessée aux courses de Chantilly, est M. Louis Uriberen, ancien ministre de la république de Venezuela, aujourd'hui chef d'une grande maison d'exportation.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE—17 Juin.

THERMOMÈTRES DE C. DURAND, OPTICIEN, Encoignure Chartres et Bienville.

6 heures A. M.	74 degrés
Midi	84 "
3 heures P. M.	86 "
6 heures P. M.	77 "

☞ Nous avons dit hier que l'ottier Triesd, muni d'un mandat de perquisition, avait trouvé dans la maison de M. Allabee, rue Conti, quantité de choses volées. Il y a là une erreur qu'il importe de rectifier. M. Allabee était désintéressé de quelques costumes qu'il avait achetés d'un tiers, de bonne foi, et que M. Selmy reclamait. Avant de les livrer, M. Allabee exigea que M. Selmy prouvât que les objets fussent bien à lui, et c'est dans ce but que le ministère public intervint. Il n'y avait vol d'aucune espèce, mais une simple contestation.

NOMINATIONS—Sur la recommandation du gouv. Baker, le gén. Buchanan a nommé M.M. Westley Conner, de Comordia, et J. Q. A. Fellows, de Jeffersos, membres du Bureau de Levée, le premier pour remplir la vacance occasionnée par la démission de M. E. J. Forshall, et le second pour remplacer W. D. Smith, démissionnaire.

CONTREFAÇON—On vient d'arrêter un nommé Henry Parker qui est accusé d'avoir fabriqué par Robert Hevely, rue Harmonie, un certain nombre de billets contrefaits des Etats-Unis. Le prisonnier sera sans doute remis à la justice fédérale qui a tout pouvoir sur des affaires de ce genre.

BUREAU DE POLICE.—Renvoyé du service l'officier A. Martin, pour avoir faussement arrêté M. Marchand, éditeur de l'*Epoque*, et pour s'être absenté sans congé.

Suspendu pour 10 jours, Frank Bulger qu'on n'a pu trouver remplissant son service le 22 mai rue Broad.

GRANDE HATE.—Le journal radical annonce que MM. Warmoth et Dunn ont prêté le serment d'office comme gouverneur et lieutenant-gouverneur de l'Etat, lundi dernier, devant un juge de la Cour Suprême dont le nom n'est pas donné.

LE MEETING RADICAL.—Beaucoup de radicaux des deux sexes s'étaient rendus hier soir sur la place Lafayette, où un meeting avait été convoqué depuis plusieurs jours. John Ray et d'autres orateurs ont parlé.

GROSSE RÉCLAMATION A LA TROISIEME COUR DE DISTRICT—L'affaire de Mme Sophie Hosiron, la célèbre modiste de la rue du Canal contre Mme Sophie Adèle Vibray, veuve d'Alexandre Flash, pour un compte de $11,435 88 pour vente de marchandises, a donné lieu à une scène de fantaisie, a été décidée hier à la Troisième Cour de District par le juge Emerson en faveur de Mme Sophie Hosiron. MM. L. Chetere et Wm. H. Hunt plaidaient pour elle, et MM. Adams, Morse et Stuart plaidaient pour Mme Flash.

COMPLICITÉ DE MEURTRE.—Cora Williams (c), a été arrêtée, hier, sur l'accusation de complicité dans le meurtre d'un blanc nommé Leddey. Le meurtre aurait été commis il y a quelques semaines, par un nommé Williams. On dit que la femme nommé Leddey sur la banquette pendant que Williams commettait les voies de fait dont le malheureux est mort quelques jours après.

PREMIERE COUR DE DISTRICT.—Hier la Cour s'est occupée de l'affaire Armand Fabre, accusé d'être entré avec effraction dans la maison de Karstener, dans la nuit du lundi gras, le 25 février, et d'avoir commis d'horribles voies de fait sur Mlle Karstener, sa femme et sur une jeune fille nommée Frederica Burke, dans un but de vol, suppose-t-on. Ces personnes furent attachées et bâillonnées. Les marques de violence pendant plusieurs jours. L'affaire accusé quemment était restée mystérieuse.

Les témoignages ont été semblables à ceux qui avaient été donnés devant le recorder et que nous avons rapportés dans le temps, à l'exception que le prévenu a été représenté comme un marchand de peu de moyens, et qu'un sifflet a été opposé aux voies de fait qui auraient été commises contre Mlle Burke.

En conséquence, il a été acquitté par le jury au dernier coup, et il a été admis à la caution pour répondre sur les autres chefs. Le résultat sera probablement le même. MM. A. D. Field et D. M. Hughes défendent l'accusé.

Dans l'affaire de Francisco Cuisso et Jos Batatero, accusés de complicité dans la tentative d'assassinat contre Guiseppe Guilhelmo par le ministre de la justice Bonfanti, les jurés après avoir été enfermé toute la nuit ont déclaré hier matin qu'ils ne pouvaient s'accorder pour rendre un verdict. Ils ont été déchargés en conséquence.

RECORDER BACON.—Kit Flannagan, Jenny Lynd et Peter Brown, accusés de vol, ont été renvoyés en prison.

L'officier Higgins, accusé de parjure, a été également renvoyé en prison.

La police est tombée hier sur quantité de gens soupçonnés d'avoir participé aux vols signalés en si grand nombre dans ces derniers temps. Si ces sortes d'arrestations en gros étaient faites plus souvent, nombre de vols seraient prévenus et l'amour du vagabondage perdrait beaucoup de son empire.

ALLEMAGNE DU SUD. — On sait que les députés particularistes du Sud ont publié dans les journaux qui paraissent leur opinion anti-unitaire, un compte-rendu de la session du Parlement douanier. Dans ce travail, ils ont insisté principalement sur la nécessité pour le Sud, de constituer une union militaire et économique capable de mettre son poids dans la balance toutes les fois qu'il s'agirait de traiter avec la Confédération du Nord.

Voici comment se termine ce document :

L'union des forces politiques de l'Allemagne du Sud pour une action commune n'est bostile à aucune autre partie de la nation allemande. Au contraire, son rôle sera d'intervenir comme conciliatrice entre les grandes puissances; elle rendra service à la tranquillité générale de l'Europe et à la prospérité de nos intérêts matériels, et elle permettra aux Etats du Sud de remplir exactement les devoirs résultant des traités envers l'Allemagne du Nord, sans les exposer au danger d'être taxés d'infidélité à la Prusse. Si même l'union étroite des Etats du Sud entre eux ne saurait être reconnue par nous comme la satisfaction complète et définitive des besoins matériels, elle apparaît cependant pour le moment comme la seule voie pour nous faire atteindre, en évitant les dangers qui nous menacent actuellement, au but suprême : une Allemagne libre et unie.

L'ASSASSINAT DU PRINCE MICHEL.

Les télégrammes de Servie annoncent que le prince régnant, Michel Obrenovitch III, a été tué d'un coup de feu, le 10 courant à 5 heures du soir pendant une promenade qu'il faisait dans le parc Topechider, à Belgrade. Il se trouvait entre un de ses cousins et la fille de celui-ci, lorsque trois hommes, qui, plus tard on a reconnus pour trois frères, se sont approchés des promeneurs et leur ont tiré, presque à bout portant, huit ou dix coups de revolver. A la première décharge, le prince est tombé raide mort. Son cousin, atteint au même moment, a succombé au bout de quelques minutes; la fille de ce dernier, quoique dangereusement blessée, paraît pas l'avoir été mortellement; enfin deux hommes de la suite du prince ont aussi reçu des blessures sans gravité.

Sitôt leur attentat consommé, les assassins ont pris la fuite. Mais la foule s'est mise à leur poursuite et a réussi à s'emparer de l'un d'eux. La police a pris des mesures qui, espérons-nous, amèneront promptement l'arrestation des deux autres. Cet événement a produit une profonde sensation à Londres où on le considère comme devant donner à porter un trouble grave dans toute l'étendue des Principautés. On suppose que le motif du meurtre est la sympathie manifestée par le prince au mouvement national qui a éclaté dans la Bosnie, qui forme, comme on sait, la frontière occidentale de la Servie.

Le prince Michel III, né le 4 septembre 1825, était âgé de 43 ans. Il avait été confirmé dans la dignité de prince régnant de Servie, par un firman de la Sublime Porte du 7 octobre 1860. Il avait épousé, en 1931, Julia, fille du comte Hamza Kathely, alors grand chambellan de la cour d'Autriche.

PROGRÈS EN TURQUIE.—On lit dans *la France* :

Ainsi que nous l'avons fait connaître, un ministère a été confié à Daoud-Pachs, gouverneur du Liban.

Des lettres de Constantinople du 29 mai, citées par un télégramme de Marseille, nous apprennent que ce personnage vient d'être nommé ministre du commerce. Le cabinet ottoman comprend donc décidément un chrétien parmi ses membres.

Le même télégramme ajoute que Franco-Effendi a été nommé gouverneur du Liban, en remplacement de Daoud-Pachs, et que le nouveau gouverneur a accepté ce poste sans insister sur l'annexion du pachalik de Beyrouth à la Montagne.

—On écrit de Toulon, le 22 mai, au *Messager du Midi* :

La marine anglaise vient d'éprouver un grave sinistre sur rade d'Halifax.

La frégate à vapeur de Sa Majesté britannique la *Orontaues*, forte de 2,000 chevaux, partie de Portsmouth pour aller en station à Québec (Canada) a été détraite en partie par un incendie.

Le feu a éclaté à fond de cale, au dessous des chaudières, dans la nuit du 1er au 2 mai.

Après avoir vainement lutté pendant vingt-quatre heures, voyant que le feu gagnait toutes les mailles de côté de la Sainte-Barbe, on s'est décidé à aborder la frégate, qui a été submergée jusqu'à la hauteur de la batterie.

— Encore un mot sur l'Abyssinie. Le correspondant spécial du *Times* raconte que le corps de Théodoros a été mis à la disposition de sa *principale* veuve.

Ici, au détail. Il paraît qu'en Abyssinie toute femme sur laquelle les yeux du négus se sont une fois fixés, devient une personne royale et sacrée! Or, comme Théodoros était toujours en voyage et qu'il *regardait* beaucoup, son harem se composait d'un nombre fort considérable de personnes royales. Aussi, lorsqu'un monarque où on lui proposait de se rendre, le lieutenant Prideaux lui promettait un traitement honorable pour lui et sa famille : " Qu'est-ce que votre chef entend par ma famille ? répondit-il. A-t-il de la place pour mille personnes ?" On n'a trouvé toutefois que deux veuves. La veuve en titre fille de Ras Oubie, de Tigré, et appartient par conséquent à l'une des plus anciennes et des plus puissantes dynasties d'Abyssinie.

— De Yanbo, dans la mer Rouge, vient de prendre un brevet pour la fabrication de chapeaux *très lumineux*.

Grâce à ces couvre-chefs merveilleux, on ne risquera plus d'être dérangé la nuit par les cabs, sans compter que cette nouvelle invention permettra aux somnipotentiaires de réaliser un bénéfice considérable sur les frais d'éclairage des rues.

—On a répondu en Allemagne, dans les campagnes, plus de 100,000 exemplaires de la brochure du docteur Gloner, qui établit combien la chasse que les paysans et enfants font aux petits oiseaux, aux hiboux, aux taupes, aux lézards, entre autres aux crapauds, est insensée, vu la consommation énorme d'insectes nuisibles que font ces animaux. Il y est établi qu'un seul busard dévore par an près de 6,000 souris.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Convention de reconstitution du Texas.

Elle dénonce au Congrès le général Buchanan.

Election de sénateurs en Floride.

Nouvelles d'Europe.

Découverte d'un complot contre la vie.

Nouvelles Européennes.

Paris, 17 juin.—Le Corps Législatif a passé l'emprunt de Suez.

Madrid, 17—Les changements suivants ont été faits dans le cabinet espagnol : le marquis de Roncali, ministre des affaires étrangères; Corenado, ministre de la justice; Rubi, ministre des Colonies.

Londres, 17—Le roi des Belges a passé en revue la flotte de Farragut à Ostende.

Le rapport ministériel sur le budget français déclare qu'il n'y a pas d'apparence que la paix de l'Europe soit troublée.

Le Pape proclamera une amnistie générale pour les prévenus d'offense en matière politique.

Le roi de Prusse visite le Hanovre pour la première fois depuis la guerre avec l'Autriche.

Les journaux de Berlin rapportent qu'on a découvert la preuve d'un plan pour engager la France et d'autres puissances inférieures dans une guerre avec la Prusse.

Le Parlement allemand du Nord a adopté le budget.

A la Chambre des Communes, la motion de John Bright pour nommer une commission chargée de s'informer des griefs de la Nouvelle-Ecosse par suite de l'Union canadienne, a été repoussée par 183 contre 87.

Nouvelles de Washington.

Washington, 17, *6mat.* — Les résolutions de la convention du Texas déclarant que la reconstruction congressionnelle échouerait avec les nominations de Buchanan ont été référées au comité judiciaire.

Le mémoire de W. S. Chipley, du Kentucky, annonçant que son fils, demeurant à Columbus, Géo., avait été arrêté par les autorités militaires en Virginie et mis en prison, a été référé à la commission, lorsque le sénateur n'est pas de cette ville, dans le comprenant, en défaut n'était corrigé, si par l'esprit si par l'élégance de style. M. Cappada est mort âgé de quarante-cinq ans.

—A propos du fameux bal de la Société de secours aux blessés, on a beaucoup parlé de Sumner—le discours par le compagnon de Debat. C'est le cas de jamais de placer une anecdote aussi curieuse que véridique sur ce précieux joyau.

Un jour, Napoléon Ier examinait un superbe service que venait d'apporter Biennais, l'orfèvre de la couronne. L'empereur faisait la morale orale aux parolos de l'industriel qui semblait de l'économie. Biennais répondit avec l'astuce le payement d'une ancienne fourniture.

—Cette soupière-là, M. Biennais, est défectueuse.

—Sire, je ne suis qu'un pauvre fournisseur, et je n'ai pas les moyens d'attaque.

—Il faut donc vous en donner.

—Faites-moi payer, je vous en prie.

—Mais il y aura de ce service.....

—Non, sire, il y aura de quoi, dit le *Moniteur*, qui, je suppose d'abord sur le pommeau de votre épée, et que je montai depuis en bouton pour décorer votre chapeau de parade. Il y a, sire, le vieux, assez de temps que la fournisseur est fait.

—C'est votre faute aussi !

—Comment, sire ?

—Tous les bourgeois obtiennent une diminution sur leurs mémoires; et, parce que je suis empereur, vous ne voulez rien rabattre. Dr, l'entends que vous subissiez un régiment.

Dicté hier, à 5 1/2 heures A. M., FIRMIN MARTIN, âgé de 31 ans.

Le lieutenant-colonel Parisien, le 24 mai, Mme Vve PUECH, âgée de 55 ans, à Toure, département d'Indre-et-Loire (France).

$100,000

DE BILLETS DE VILLE

Seront achetés au plus haut prix du marché,

AU BUREAU DE CHANGE

De J. BRETTE,

6 ..... RUE ST-CHARLES..... 6

Ainsi que l'Or, l'Argent, Diamants et Bijouterie.

Ouvert de 7 HEURES du matin à 9 HEURES du soir. 26 avril—2mPP

NATTES CANTON.

ELKIN & CO.,

Entrepôt de Tapis et de Toiles Cirées,

Rue Carondelet, No. 3,

Reçu tout récemment,

Nattes blanches,

à carreaux

et fantaisie,

De première qualité, à vendre à bas prix.

Un assortiment complet de tapis, toiles cirées et stores constamment en magasin. 23 mai 1m

S. W. M.

Grand Conclave de l'Etat de la Louisiane.

Etoilistes et membres de ce Grand Conclave sont notifiés qu'une assemblée spéciale aura lieu VENDREDI SOIR 19 juin, à 8 heures, au local de la Loge Fraternelle, corner Carondelet et Gravier, pour affaires importantes. Le plus grande ponctualité est requise.

Par ordre de T. T. E. C.

19juin—1j JOHN H. REES, Grand Scribe.

Conclave Ionic No 11 S. W. M.

Les officiers et membres de ce Conclave sont notifiés qu'une séance régulière aura lieu VENDREDI SOIR, 19 courant, à 7 1/2 heures du soir, pour l'installation des Officiers.

Les F. C. des d'Emeris Conclaves sont fraternellement invités à assister à cette séance.

La plus grande ponctualité est requise.

Par ordre de E. A. COLIGNE, T. I. M.

E. A. LOUIS, Scribe. 19 juin—3f

Avis.

Les personnes qui ont des objets appartenant à la Société du Tourneil Bruit sont priées de les retirer, jeudi, 19 du courant, à midi, sinon non rendus exposées à la vente publique du Tourneil. Le bureau des Commissaires sera ouvert à cet effet de 9 à 12 heures de la matinée.

Par ordre de la Société,

19juin—1t J. M. SKINNER, Secrétaire et trésorier.

Ardoises, Tuiles, Briques de Bath.

300 Ardoises carrées, à toiture,
2,000 Tuiles anglaises Ridge,
Briques,
2000 Briques de Bath,
A vendre par HENRY KNOX & CO.
Rue de la Couronne, No. 192.

N B.—Nous remplirons, à bas prix, les ordres pour les ardoises que nous attendons. 18juin—1m

(Parcipuet a fait hier) une descente sur le théâtre du crime. L'enquête continue.

BULLETIN FINANCIER.

Mercredi soir, 17 juin.

Il ne s'est rien passé de nouveau sur le marché monétaire. Les capitaux ne manquent pas, mais on exige les meilleures garanties. Le taux de l'intérêt est, dans les rues, de 12 à 15 par an. Les billets hypothécaires peuvent être cotés à 10 à 12 cent de premier ordre et 13 à 15 et 18 cent de second ordre.

A l'ouverture, l'or était à 140 5/8 à 140 7/8 contre 141 1/8 à New York ; la dépêche annonçant une baisse dans Wall street l'a fait tomber à 140 1/4 à 140 1/2. Cependant, les transactions comprennent $5,000 et $30,000 à 140 1/8, $1,500 et $10,000 à 140 1/4. $4,000 à 140 3/8, $2,000 à 140 1/2, $1,000 à 140 5/8, $1,000 à 140 3/4 et 140 7/8—Dans l'argent, $1,000, en demi-piastres américaines, se sont vendues à 135 1/2 et $700 à 136. Nous notons encore quelques transactions à 134 1/2 à 136 et à 142 à 144 en demi-piastres mexicaines à 143 1/2 à 144.

Nous avons à constater une faiblesse beaucoup plus grande dans le change étranger, par suite des opérations de coton. Les cours ont varié avec l'or à New York. On a vendu 2500 livres, connaissement No 1, à 153 1/2, 3000 livres, connaissement No 1, à 153 3/4,